

Arrêté temporaire n° 248/24
Portant réglementation du stationnement

RUE DE PARIS

Monsieur le Maire,

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6

VU le Code de la route et notamment l'article R. 417-10

VU l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment le livre 1, 4ème partie, signalisation de prescription

VU l'arrêté de délégation n°66/2023 pour Monsieur HALIDI Allaoui en date du 17 février 2023

VU la demande en date du 12/07/2024 émise par SCI ACCES BUSINESS SOLUTIONS CONSEILS demeurant 71 RUE DE PARIS 95400 VILLIERS-LE-BEL représentée par Madame Afaf BENNAIM SETTOUL aux fins d'obtenir un arrêté de réglementation du stationnement

CONSIDÉRANT que des travaux pour la pose d'un miroir routier afin de permettre la visibilité des véhicules et des deux roues rentrants et sortants rendent nécessaire d'arrêter la réglementation appropriée du stationnement, afin d'assurer la sécurité des usagers, du 05/08/2024 au 31/12/2024 RUE DE PARIS

ARRÊTE

Article 1

À compter du 05/08/2024 et jusqu'au 31/12/2024, le stationnement des véhicules est interdit au droit du chantier au n°71 RUE DE PARIS. Par dérogation, cette disposition ne s'applique pas aux véhicules de l'entreprise exécutant les travaux, véhicules de police et véhicules de secours. Le non-respect des dispositions prévues aux alinéas précédents est considéré comme gênant au sens de l'article R. 417-10 du code de la route et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2

La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière sera mise en place par le demandeur, SCI ACCES BUSINESS SOLUTIONS CONSEILS.

Article 3

Police Municipale et Les Services Techniques sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Villiers-le-Bel, le 19/08/2024
Pour le Maire,
pour Monsieur le Maire

Allaoui HALIDI

Pour le Maire
L'Adjoint délégué
Allaoui HALIDI



DIFFUSION:

SCI ACCES BUSINESS SOLUTIONS CONSEILS

Police Municipale

Les Services Techniques

Les pompiers

La Police Nationale

le SIGIDURS

Conformément aux dispositions du Code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un

recours contentieux devant le tribunal administratif compétent ou sur internet, à l'adresse www.telerecours.fr, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Conformément aux dispositions de la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement ou de demande de limitation de traitement des données qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la collectivité signataire du présent document.